

La suppression du bac pro gestion-administration au lycée de L'Aigle provoque colère et incompréhension

Rédaction L'Aigle

3-4 minutes

La formation gestion-administration du lycée Napoléon à L'Aigle (Orne) devrait rapidement fermer. De quoi provoquer l'ire des enseignants réunis en collectif.

Publié le 10 Jan 20 à 11:30



Des silhouettes qui symbolisent 24 élèves de gestion-administration supprimés (©Le Réveil Normand)

Dès 7 h 45, jeudi 9 janvier, des tracts ont été distribués aux familles et à tous et à toutes devant le **lycée Napoléon de L'Aigle (Orne)** à l'initiative d'un collectif de professeurs mobilisés.

« Le ministère de l'Education nationale a décidé la suppression de la moitié des bacs professionnels gestion-administration (G-A) en

France. Au lycée Napoléon va disparaître l'unique formation tertiaire de la voie professionnelle, sans qu'elle soit remplacée par une autre. Chaque année, nous avons 24 élèves des collèges recrutés sur une trentaine de demandes. A la rentrée 2020, plus aucun recrutement ne sera possible en G-A. Ce seront des élèves sacrifiés, et leurs professeurs aussi. Ces élèves, pour ce qui les concerne se retrouveront sans solutions pour poursuivre leurs études ».

Lire aussi : [Population. Dans un département en déprise démographique, L'Aigle gagne 150 habitants](#)

Le collectif ajoute que ces élèves sont peu mobiles, souvent par manque de moyens et, quoi qu'il arrive, les places ailleurs sont déjà prises puisqu'il n'y aura pas de capacité d'accueil. Les professeurs avancent une perspective aléatoire et qui ne satisfait personne, à savoir, « intégrer une classe de seconde générale et technologique pour une hypothétique réussite dans des conditions dégradées, c'est-à-dire davantage d'élèves par classe et une formation non adaptée ».

« Est-ce une volonté d'entretenir l'échec ? »

Dépité, le collectif de professeurs du lycée Napoléon a rencontré différents décideurs et a tenté de les convaincre que « dans cet établissement scolaire la formation est valorisante, de qualité. En outre, elle offre des poursuites d'études en BTS. Elle insère dans la vie active, bien plus qu'au niveau national. Dès lors, comment justifier sa suppression ? Il faut admettre, qu'ici, dans notre lycée rural, la voie professionnelle ne peut se réduire à des formations industrielles. La carte des formations doit demeurer suffisamment large pour permettre à chaque jeune de notre territoire d'accéder à une formation adaptée à son profil. La volonté de l'Education nationale serait-elle d'entretenir l'échec ? »

Autre rassemblement jeudi 16 janvier

Jeudi, plus tard dans la matinée, le collectif s'est rassemblé devant le portail du lycée avec des silhouettes de carton. Elles symbolisaient les 24 élèves de G-A. Le commentaire final concerne le volet économique.

« A terme, ce seront trois classes en moins et 10 profs en moins,

soit 10 % de l'effectif de l'établissement. Ce sont des habitants en moins dans la ville et dans les communes proches. C'est aussi des consommateurs en moins ».

L'heure n'est pas à l'abdication et un nouveau rassemblement de protestation est programmé. « Toutes et tous, rassemblons-nous, professeurs, parents, élèves, citoyens concernés devant le lycée, **jeudi 16 janvier** à 13 heures ».